



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_66-DE

CONVENTION

Scolarisation des élèves en situation de handicap

Projet personnalisé de scolarisation

Répartition des frais des enseignants référents

Entre les soussignés,

Le Département de la DROME, dont le siège est à l'Hôtel du Département, 26 avenue du Président Herriot 26026 VALENCE Cedex 9, représenté par la Présidente du Conseil départemental, Marie-Pierre MOUTON, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du Conseil départemental en date du.....

et désigné ci-après : « Département »,

Le GIP-MDPH (groupement d'intérêt public de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Drôme) de la Maison Départementale de l'Autonomie, dont le siège est situé Parc de Lautagne, 42C avenue des Langories Bâtiment G 26905 VALENCE cedex, représentée par sa Présidente, Madame Françoise CHAZAL, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération de la commission exécutive de la MDPH en date du 24 mars 2020

et désignée ci-après : « MDPH »,

L'Établissement Public Local d'Enseignement, situé
représenté par son Chef d'établissement, :
dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du.....
et désigné ci-après « collège »

VU la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le décret n°2005-1752 du 30 décembre 2005 relatif au parcours de formation des élèves présentant un handicap et l'arrêté du 17 août 2006 relatifs aux enseignants référents et à leurs secteurs d'intervention (et notamment son article 2),

VU la circulaire NOR MENE0602187 C n°2006-126 du 17 août 2006 relative à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation

VU la convention constitutive de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Drôme en date du 27 décembre 2005,

VU la délibération du Conseil Départemental n°4733 du 19 juin 2017 donnant délégation à la Commission Permanente,

VU la délibération de la COMEX en date du 24 mars 2020, autorisant la Présidente du GIP-MDPH à signer lesdites conventions avec les collèges hébergeant des enseignants référents

VU la délibération de la commission permanente du Conseil départemental de la Drôme, en date du 30 mars 2020 autorisant la Présidente du Conseil départemental de la Drôme à signer lesdites conventions avec les collèges hébergeant des enseignants référents,

Préambule :

L'article L112-2 du Code de l'Education pose le droit à la scolarisation de tous les élèves handicapés en milieu scolaire ordinaire.

Cette compétence est partagée entre l'Etat (Ministère de l'Education nationale) et le GIP MDPH (maison départementale des personnes handicapées) de la Maison Départementale de l'Autonomie de la Drôme (MDA), placé sous la tutelle administrative et financière du Département.

Etant donné que :

- depuis plusieurs années, le Département s'est engagé à soutenir une politique en faveur des personnes en situation de handicap
- que l'enseignant référent intervient principalement après décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), instituée par l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ; qu'il tend à assurer la meilleure mise en œuvre possible du projet personnalisé de scolarisation ; et, que dans ce cadre, il assure un suivi du parcours de formation (art. L.112-2 du code de l'éducation) des élèves handicapés scolarisés au sein de son secteur

En conséquence, le Conseil départemental accepte, par délibération en date du, la prise en charge de certaines catégories de dépenses de fonctionnement liées à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation des élèves en situation de handicap par les enseignants référents dédiés exerçant au sein des collèges.

Principe de répartition des dépenses

Il est décidé entre les parties le principe de répartition des dépenses suivant :

- Les achats de mobilier et de matériels informatiques liés à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation sont financés directement par le Département.
- Les frais de fonctionnement liés à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation (photocopies, petites fournitures de papeterie, affranchissement...) des enseignants référents sont pris en charge par le GIP-MDPH sous la forme d'une somme forfaitaire annuelle versée au collège accueillant un enseignant référent.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention précise les conditions :

- des achats d'équipements et mobiliers payés directement par le Département, et nécessaires à la mise en œuvre du projet personnalisé d'éducation.
- d'attribution par le GIP-MDPH d'un forfait relatif aux frais de fonctionnement des enseignants référents situés au sein des collèges drômois concernés.

ARTICLE 2 : Engagements des Parties

A/ Obligations du Département de la Drôme

Afin de permettre la mise en œuvre du projet personnalisé d'éducation, le Département, par le biais de la Direction Education Jeunesse Sport, s'engage à équiper les enseignants référents en mobilier et petits équipements numériques après étude et arbitrage de la demande d'équipement type ci-jointe (mail, papier) adressée à sos-collège.

La gestion directe de ces mobiliers et équipements est faite par la Direction Education Jeunesse Sport du Département de la Drôme.

B/ Obligations du GIP MDPH de la MDA

Le GIP – MDPH s'engage à verser chaque année au collège.....la somme forfaitaire de 280 euros liée à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation : photocopies, téléphonie, abonnement Internet, papeterie, affranchissement courriers.

C/ Obligations du collège

Chaque année, le collège inscrit le montant (correspondant à la dotation départementale) alloué par le GIP – MDPH sur son budget.

Il s'engage à payer les frais de fonctionnement des enseignants référents liées à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation : photocopies, petites fournitures de papeterie, affranchissement courriers, dans la limite du forfait alloué.

ARTICLE 3 : Modalité de versement

Le premier versement de ce forfait interviendra au cours du premier semestre 2020 sous réserve que la convention ait été signée par l'établissement, le GIP MDPH et le Département.

ARTICLE 4 : Révision du forfait

Une somme forfaitaire est allouée au collège sur la base des consommations année n-1. Toutefois, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une révision peut être réalisée à tout moment afin de s'assurer de couvrir les besoins réels de l'établissement. Des justificatifs seront demandés à tout moment et/ou à fournir à l'appui de la demande.

La révision se matérialisera par la signature d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 5 : Durée, condition de renouvellement et résiliation

La présente convention conclue au titre de l'année 2020 prendra effet à compter de sa signature pour une durée de trois ans. Elle se renouvellera de manière tacite sauf résiliation par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant son expiration. Sauf résiliation dans lesdites conditions, elle sera reconduite dans les mêmes termes et pour la même durée.

ARTICLE 6 : Modalités de résiliation

La présente convention sera résiliée, de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de cessation de l'action engagée par l'Etat.

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par lettre recommandée par le Département ou le Chef d'établissement à tout moment, pour cas de force majeure, ou pour des motifs sérieux tenant à l'ordre public ou pour des raisons tenant au bon fonctionnement du service d'enseignement, ou pour non conformité aux obligations contractées par les parties.

ARTICLE 7 : Nature juridique

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de rechercher une solution amiable au différend ; En cas d'échec, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en trois exemplaires, à Valence, le

.....
Chef d'établissement du collège

Marie-Pierre MOUTON
Présidente du Conseil départemental

Françoise CHAZAL
Présidente de la MDPH